

La Turquie et les Etats-Unis

Le croissant et la bannière étoilée

dimanche 24 août 2014, par [Tançrède JOSSERAN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Tançrède JOSSERAN](#), **La Turquie et les Etats-Unis**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 24 août 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le Premier ministre et président élu turc Recep Tayyip Erdogan a, sans surprise, fait le 21 août 2014 de son fidèle ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu son successeur à la tête du parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie comme du gouvernement. L'occasion de revenir sur la géopolitique de la Turquie, membre de l'OTAN et officiellement candidate à l'UE.

Aux confins de l'Europe et de l'Asie, la Turquie est depuis un demi-siècle la sentinelle avancée des Etats-Unis au Moyen Orient. Hier pièce maîtresse de l'endiguement contre l'Union soviétique, elle est aujourd'hui sollicitée par des préoccupations contradictoires.

DE LA GUERRE de Crimée (1853-1856) à l'adhésion à l'adhésion à [l'Alliance Atlantique](#), la Sublime Porte, puis la république Kémaliste ont opté-dans la lutte qui oppose puissance terrestre et maritime- en faveur du grand large. Après la Deuxième Guerre mondiale, la Turquie, gardienne des détroits, stoppe [la descente soviétique](#) vers les mers chaudes. Cette assurance-vie occidentale apparaît avantageuse-dans la mesure où elle permet à Ankara de forger un redoutable outil militaire-mais, à terme, elle rend la Turquie otage du bon vouloir de Washington.

Le choc des éléments

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie est isolée. Neutre, elle a entretenu des relations cordiales avec l'Allemagne. Ultime reliquat de l'Etatisme autoritaire des années 1930, elle est aux yeux des Alliés une anomalie et n'est pas loin de passer pour un pays vaincu [1]. Au même moment, l'Union soviétique exige la restitution des vilayets orientaux de Kars et d'Ardahan, en plus d'un droit de regard sur les détroits. Ces sommations brutales et les angoisses qu'elles génèrent scellent la décision d'Ankara. Les Turcs renoncent à l'autarcie kémaliste. En échange, [la Turquie](#) bénéficie du plan Marshall.

L'adhésion à l'OTAN (1952) sanctionne l'intégration de la Turquie dans la stratégie d'endiguement de l'Union soviétique.

L'aide américaine s'accompagne d'ajustements inévitables : fin du système de parti unique et démocratisation [2]. La guerre de Corée (1950) concrétise la mue avec l'envoi d'un contingent de volontaires au pays du matin calme. Fidèle à sa réputation, le soldat turc fait merveille et suscite l'enthousiasme des correspondants américains. Ultime étape de cette conversion, l'adhésion à l'OTAN (1952) sanctionne l'intégration de la Turquie dans la stratégie d'endiguement de l'Union soviétique. Par la seule vertu de sa position géographique, la Turquie constitue une barrière qui protège la Méditerranée et le Moyen-Orient de la flotte soviétique.

[La Turquie](#) adossée aux [Etats-Unis](#) rêve de constituer un bloc musulman pro-occidental [3]. La signature pacte de Bagdad en 1955 (Iran, Irak, Pakistan, Turquie, Grande-Bretagne) est un premier pas. Toutefois, cette politique s'embourbe victime de ses contradictions. L'alignement

unilatéral en toutes circonstances sur l'Amérique induit la reconnaissance de Tel-Aviv, et par voie de conséquence l'hostilité des pays arabes les plus progressistes.

En réalité, cette alliance est **déséquilibrée**. Otage de sa géographie, la Turquie s'est placée sous l'emprise exclusive d'un allié aussi puissant que l'URSS [4].

Deux ruptures de garantie jettent un trouble.

Deux épisodes au début des années 1960 provoquent une prise de conscience. Tout d'abord, le retrait concomitant des missiles Jupiter de Turquie et des fusées soviétiques stationnées à Cuba (1962). Quelle valeur accorder à la parole des Américains si la sécurité nationale devient un objet de marchandage entre Moscou et Washington ?

La crise chypriote (1964) accroît ces incertitudes. Soucieux d'empêcher un conflit entre deux membres de l'OTAN, les Américains empêchent *in extremis* un débarquement turc sur l'île. Dans une missive cinglante, la Maison Blanche refuse de garantir son soutien en cas de conflit direct avec l'URSS, conséquence de l'invasion de Chypre. Cette lettre constitue une seconde rupture de garantie et jette un doute profond sur la viabilité d'une alliance à géométrie variable [5].

Ce constat entraîne une **réorientation** de la politique étrangère d'Ankara. Sans rejeter l'alliance occidentale, la Turquie diversifie ses relations. Dans la foulée, le statut des bases américaines est renégocié [6]. L'Etat-major se dote d'une quatrième armée sous commandement national hors OTAN. Disposée face à la côte égéenne, elle est l'ultime recours en cas de crise avec Nicosie ou Athènes. Or, paradoxalement, alors qu'Ankara prend du champ, les Américains changent leur approche de la question chypriote. De manière cynique, **les Anglo-saxons choisissent d'utiliser l'irrédentisme turc**. La République de Mgr Makarios, « Cuba de la Méditerranée », inquiète le secrétaire d'Etat de Richard Nixon, Henry Kissinger. Les Américains, malgré un embargo du Congrès, se satisfont de **l'invasion de l'île (1974) dont ils jugent qu'elle consolide le flanc sud de l'OTAN**.

Le spectre du wilsonisme

Depuis 1923, la Turquie place au dessus de tout le principe d'intégrité du territoire. La lente agonie de l'Empire Ottoman a traumatisé la caste dirigeante. Aussi, les fondateurs de la Turquie moderne n'ont jamais considéré la République comme un fait acquis. Le traité de Sèvres (1920), le projet de partage de l'Anatolie entre puissances occidentales sont autant d'avertissements [7]. L'ébauche avortée d'un Etat kurdo-arménien rappelle la fragilité de la présence turque, et accrédite l'idée qu'elle est illégitime [8]. La méfiance des élites républicaines envers l'Occident transperce à travers cette strophe peu connue de l'hymne national (*Istiklâl Marsi*) :

« *L'Occident peut se couvrir d'une armure d'acier,
Notre foi en Dieu est notre arme. N'aie crainte, grande nation !
Notre foi ne sera pas écrasée sous le talon*

De ce monstre édenté que l'on appelle « civilisation ».

La défiance des cercles militaro-laïcs explose à la fin de la Guerre froide. Peu à peu, les assises des élites kémalistes sont sapées par la montée en puissance d'une nouvelle génération d'entrepreneurs musulmans formés aux Etats-Unis. Coulés dans le moule de la mondialisation libérale, ils bousculent le dirigisme républicain. Pire, à partir de la Première Guerre du Golfe (1990-1991), c'est la notion d'Etat-unitaire qui est remise en cause. A l'abri du parapluie américain, prospère en Irak une région autonome kurde.

En clair, la guérilla kurde dispose en Irak d'un sanctuaire sous protection occidentale.

La Seconde Guerre du Golfe (2003) accélère ce processus. Depuis la chute de Saddam Hussein, les Kurdes jouissent au sein d'un régime fédéral au lien très lâche, d'une quasi-indépendance. L'impact sur les relations turco-américaines est désastreux : il ressuscite à Ankara le spectre du Wilsonisme, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; et délivre aux Kurdes de Turquie (20 millions d'individus) une formidable invitation à transposer l'expérience chez eux [9]. En clair, la guérilla kurde dispose d'un sanctuaire sous protection occidentale.

Les interférences américaines en Irak sont d'autant plus mal supportées que Washington s'est souvent ingérée en Turquie. Dès les années 1950, des officiers turcs sont formés aux Etats-Unis à la guerre clandestine. A l'origine, les réseaux *Stay-Behind* ont pour mission d'agir sur les arrières des lignes soviétiques en cas d'invasion généralisée. Or, à partir des années 1970, ils sortent de leur attribution première et deviennent le bras armé de la répression contre le gauchisme et le séparatisme.

Les Américains soutiennent les coups d'Etats militaires (1960, 1971, 1980, 1997) en Turquie.

Cette **stratégie de la tension** vise à susciter un climat de violence afin d'instaurer un pouvoir fort [10]. L'appui tacite des Américains aux coups d'Etats militaires (1960, 1971, 1980, 1997) est à cet égard significatif.

Ces immixtions ne sont pas à sens unique. [Les couloirs du Congrès à Washington](#) sont le théâtre d'une sourde lutte d'influence. Confrontés aux intenses campagnes des associations communautaires grecques et surtout arméniennes, les Turcs manquent de relais. Toutefois, la Turquie, peut compter sur l'appui des groupes de pression pro-israéliens. Au Congrès, ils permettent de repousser les tentatives de reconnaissance du génocide arménien au nom de l'unicité de la Shoah [11]. A cela s'ajoute l'action discrète mais essentielle de l'influent lobby militaro-industriel. La Turquie reste l'un des principaux acheteurs d'armes aux Etats-Unis.

Un tiers-mondisme atlantique ?

En **2002**, l'arrivée au pouvoir des islamo-conservateurs du Parti de la Justice et du Développement (AKP) bouge les lignes.

[La dissolution de l'Union soviétique \(1991\)](#) a éliminé le principal péril. Cette disparition a désarticulé l'automatisme des relations turco-américaines. Inversement, les Etats-Unis sont devenus [après le 11 septembre 2001](#) la principale source d'insécurité à l'origine des tensions avec la plupart de ses voisins.

Ce que dénonce Davutoglu, c'est la prétention occidentale à vouloir régenter le monde selon ses normes.

[Le nouveau ministre des Affaires étrangères turques, Ahmet Davutoglu](#), juge que la Turquie n'a rien gagné d'une synchronisation servile sur l'administration Bush. [A l'image des pays émergents](#), la Turquie, puissance ascendante, souhaite développer une approche multipolaire et **défendre ses intérêts propres** [12].

Plus globalement, ce que dénonce Davutoglu, c'est la prétention occidentale à vouloir régenter le monde selon ses normes. Le mondialisme accouche d'un *homo oeconomicus* interchangeable à l'infini. L'existence n'a plus d'autre finalité que la consommation dans un univers aseptisé. Les autres civilisations sont promises à une lente attrition. Partout, selon le ministre turc, c'est la même généalogie historique qui opère.

« *L'Occident impose ses paradigmes culturels, d'où une uniformisation sans précédent. Les conséquences sont automatiques. Elle signifie aux Chinois, Musulmans, Indiens : 'vous êtes sans histoire'. D'où une question lancinante, 'si je ne suis pas dans l'histoire, je ne m'achemine vers rien. Quel sens ont mes valeurs, si ma culture et ma civilisation sont dépassées ? Où suis-je maintenant ?' [13]* ». Mais le monde occidental doute. « *Ses valeurs et ses repères se liquéfient sous les coups de boutoir de la postmodernité. Aussi la force de la civilisation islamique est-elle de s'affranchir du seul axiome politico-économique. Elle n'en est que plus robuste. [La Chine](#) et [l'Inde](#) qui sont unies dans leur réveil contre l'Occident et lui résistent, n'ont pas la même vigueur que l'Islam* » [14].

En 2003, pour la première fois, la Turquie signifie publiquement aux Etats-Unis sa volonté de ne plus être traitée en mineure.

Le « non » à la guerre en Irak (2003) a un énorme impact dans la rue arabe. Pour la première fois, la Turquie signifie publiquement aux Etats-Unis sa volonté de ne plus être traitée en mineure. A partir de 2004, les initiatives turques en direction du monde islamique s'enchaînent. La Turquie liquide ses litiges frontaliers avec Damas et apporte une bouffée d'oxygène à un régime baathiste très isolé. Les dirigeants du *Hamas* sont reçus en grande

pompe à Ankara. Cette diplomatie de bon voisinage en compagnie d'adversaires déclarés des Etats-Unis suscite la colère des milieux occidentalistes [15]. Elle atteint son point culminant en 2010 lorsqu'Ankara s'associe à [Brasilia](#) pour s'opposer aux sanctions nucléaires contre l'[Iran](#) [16]. Dégât collatéral, Israël pâtit du retour en force de la diplomatie turque [17].

La Turquie est-elle en train de changer d'axe et de basculer vers l'Orient ?

Rien n'est moins vrai. Le fait que [la Turquie](#) puisse s'affranchir ponctuellement de [la tutelle américaine n'est pas forcément nuisible aux intérêts de Washington](#). Au contraire, la Turquie est plus écoutée : elle devient à la fois une porte sur l'Ouest et un exemple à suivre [18]. Vitrine modèle d'un islam modéré, la Turquie symbolise durant un temps le mariage réussi entre valeurs traditionnelles, économie de marché et démocratie [19]. Depuis 2011, l'AKP s'est cependant engagé dans un tournant autoritaire

En outre, le tropisme européen de l'AKP rejoint [les vues de la Maison de Blanche : l'adhésion d'Ankara à l'UE casse l'unité géo-civilisationnelle du continent et enterre l'idée d'Europe puissance](#).

En définitive, résume l'ambassadeur des Etats-Unis, James Jeffrey, le discours tiers-mondiste d'Ankara relève d'abord de la rhétorique. Pendant des années, l'AKP s'est appuyé sur Washington contre l'armée [20]. D'autre part, « *la dépendance envers l'Occident est énorme : marché, investissement, transfert de technologie, éducation. Mais pour en bénéficier, la Turquie n'a aucun effort à effectuer. A l'inverse, les relations avec les nouveaux voisins du Sud ou du Nord requiert plus d'efforts, lesquels peuvent être facilités par l'escamotage de son ancrage occidental* » [21].

Cruel dilemme, Ankara a dû trancher entre la diplomatie du bon voisinage et la fidélité à ses alliés traditionnels.

[Englué dans ses contradictions, le grand dessein d'Ahmet Davutoglu s'est fracassé sur la crise syrienne](#) [22]. Jugeant la chute de Bachar Al-Assad imminente le ministre turc s'engage dans le soutien à la rébellion jusque dans sa frange la plus radicale. Cruel dilemme, Ankara a dû trancher entre la diplomatie du bon voisinage et la fidélité à ses alliés traditionnels. L'installation sous l'égide de l'OTAN de systèmes anti-missile aux confins du Sud-Est anatolien a suscité la fureur de Damas et de Téhéran. **C'est tout le système Davutoglu qui s'effrite. Le vernis multipolaire craque.** La Turquie se retrouve rejetée dans le camp occidental à la tête d'un bloc sunnite (Arabie Saoudite-[Qatar](#)) croisant le fer avec un axe chiite (Syrie-Irak, Iran) soutenu par les puissances émergentes (Chine-Russie) [23].

Copyright Août 2014-Josseran/Diploweb.com

P.-S.

Attaché de recherche à l'Institut de Stratégie et des Conflits (ISC). Auteur de *La nouvelle*

puissance turque, Ellipses, Paris, 2010. En collaboration, *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*, PUF, Paris, 2012.

Notes

[1] Frank G.Weber, *The evasive neutral, Germany and the Quest for a Turkish Alliance in the Second World War*, University of Missouri Press, Columbia & London, 1970.

[2] Jacques Benoist-Méchin, *Le roi Saud*, Editions Albin Michel, Paris, 1960, p. 95.

[3] Hüseyin Bağcı, Türk dış politikasında 1950'li yıllar, [La politique étrangère turque dans les années 1950], Metupress, Ankara, 2001, pp. 37-101.

[4] Gérard Groc, « La Turquie et l'option atlantique », *Turquie-La croisée des chemins, Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°50, 1989, pp.183-197.

[5] Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie, Une longue quête d'identité*, L'Harmattan, Paris, 1997, pp.45-49.

[6] Ferenc A.Vali, *Bridge across the Bosphorus, The Foreign Policy of Turkey*, The Johns Hopkins Press, Baltimore-London, 1971, pp.115-146

[7] Dorothee Schmid, « Turquie : le syndrome de Sèvres, ou la guerre qui n'en finit pas » in *Politique Etrangère*, 2014/1, p. 199-213.

[8] Les Etats-Unis n'ont jamais ratifié le traité de Lausanne (1923) qui restaure la souveraineté turque.

[9] Cengiz Candar, « Some turkish perspectives on the United States and american policy toward Turkey », in, Morton Abramowitz, *Turkey's transformation an american policy*, pp.117-152, Century Fondation, New-York, 2000.

[10] Cüneyt Arcayürek, *Derin Devlet 1950-2007*, [Etat Profond], Detay yayincilik, Istanbul, 2007.

[11] Op.cit. (5).p.353.

[12] Hasan Kösebalaban, *Turkish Foreign Policy, Islam, Nationalism, and Globalization*, Palgrave Macmillan, New-York, 2011, pp.146-186.

[13] Ahmet Davutoğlu, *Küresel bunalım*, [La crise globale], Küre yayinlari, Istanbul, 2011, p.234.

[14] Ibid.p.225.

[15] National Review Online, 27 septembre 2011, Daniel Pipes, *Is Turkey going rogue ?*.

[16] Hürriyet, 18 mai 2010, Hadi Uluengin, Taharan uzlasma Ankara basarisi, [Le succès de la réconciliation Téhéran-Ankara].

[17] Mesut Özcan, « From strategic partnership to successive crises : Turkish-Israeli relation in the 2000s », pp.31-52, in, Özden Zeynep Oktav, *Turkey in the 21st century, Quest for a New Foreign Policy*, Ashgate publishing, Farnham, 2011.

[18] Zaman, 13 septembre 2011, Ihsan Dagi, Erdogan'i neden seviyorlar ? [Pourquoi aiment-ils Erdogan ?].

[19] Il s'agit de l'analyse de Graham E. Fuller, ancien directeur adjoint de la CIA et chef de poste à Ankara dans son livre *The New Turkish Republic*, USIP, Washington, 2008. Elle est aujourd'hui dépassée. Depuis 2011, l'AKP s'est engagé dans un tournant autoritaire. Majoritaire à chaque élection, l'AKP prétend assurer un raisonnement collectif au nom de toute la société. Conséquence la majorité écrase la minorité. Néanmoins, la Turquie demeure l'un des rares pays au Moyen-Orient où se tiennent des élections transparentes. Une dose de proportionnelle permet à tous les partis d'être représentés à l'Assemblée Nationale et la population est régulièrement consultée par le biais de référendum...

[20] Les cercles militaro-kémalistes dénoncent dans la politique de l'AKP une rupture avec le mot d'ordre originel de la République : « Paix dans le monde, paix dans le pays ». Hostiles à l'Union européenne, à la promotion d'une « démocratie islamique », et aux ingérences américaines, ils regardent vers l'Est et défendent un axe continental radical : l'Eurasisme.

[21] Câble de l'ambassade des Etats-Unis à Ankara de 2010 révélé par wikileaks : cablegate.wikileaks.org/cable/2010/01/10ANKARA87.html

[22] Yeni Safak, 12 mars 2014, Nezir Yesilmen, Dis politikaya nasil darbe vuruldu ?, [Comment la politique étrangère a-t-elle été impactée ?].

[23] Yeni Safak, 4 août 2013, Resul Toson, Davutoglu 'nun kabahati mi ? [Est-ce la faute à Davutoglu ?].